

# 8<sup>e</sup>/XXXIII<sup>e</sup> Congrès ordinaire de l'OGBL les 6 et 7 décembre 2019

## 8./ XXXIII. Ordentlicher Kongress des OGBL am 6. und 7. Dezember 2019

### Résolution du jour

#### I. Pour la défense du dialogue social tripartite

En date du 18 septembre 2019, l'UEL a déclaré lors de la première réunion du Comité permanent du travail et de l'emploi après les élections législatives de ne plus vouloir négocier au sein de cet organe tripartite.

Cette position constitue pour l'OGBL une attaque irresponsable et sans précédent contre le modèle social luxembourgeois dont un des piliers fondamentaux est le dialogue social institutionnalisé sur le plan national que représente le CPTÉ.

Ces 40 dernières années, le dialogue social et la négociation tripartite ont permis de trouver des compromis entre les syndicats, le gouvernement et le patronat.

Avec ce positionnement destructif, l'UEL remet non seulement en cause les droits de négociation des syndicats mais met en péril la paix sociale qui est aussi le fruit de ce dialogue social qui a fonctionné ces 40 dernières années et qui a mené à des accords permettant des avancées pour tous.

L'OGBL revendique un revirement clair de la part du patronat en ce qui concerne le dialogue social. Lors de la dernière réunion du CPTÉ du 2 décembre 2019, l'OGBL a clairement réitéré sa position de vouloir poursuivre les discussions et négociations nécessaires pour moderniser et adapter le droit du travail aux nouveaux défis du monde du travail dans le cadre d'un modèle de dialogue social tripartite.

Pour l'OGBL, les points inscrits dans le programme gouvernemental sont à discuter au sein du CPTÉ et l'OGBL est prêt à prendre ses responsabilités afin de moderniser et améliorer le Code du travail pour qu'il protège plus fortement les salariés face aux changements importants dans le monde du travail.

Dans ce cadre, l'OGBL revendique entre autre des améliorations importantes en ce qui concerne la sécurisation des parcours professionnels en réformant les lois sur les plans sociaux, les plans de maintien de l'emploi, le reclassement professionnel et l'amélioration sur la gestion des âges.

Pour l'OGBL, une modernisation de la législation en vigueur sur la négociation des conventions collectives est incontournable. Vu la diminution du nombre de salariés tombant sous le champ d'application d'une convention collective, l'OGBL revendique une loi qui favorise la négociation, sectorielle ou en entreprise, et qui renforce les droits de négociation syndicaux.

Depuis toujours, l'OGBL est attaché à un dialogue social constructif et performant vu les résultats obtenus au niveau national ces dernières décennies. Aujourd'hui et demain, l'OGBL défendra ce dialogue social tripartite avec

### Tagesresolution

#### I. Für die Verteidigung des dreigliedrigen Sozialdialogs

Am 18. September 2019 erklärte die UEL auf der ersten Sitzung des Ständigen Ausschusses für Arbeit und Beschäftigung (CPTÉ) nach den Parlamentswahlen, dass sie in diesem dreigliedrigen Gremium keine Verhandlungen mehr führen wolle.

Diese Position ist für den OGBL unverantwortlich und ein beispielloser Angriff auf das Luxemburger Sozialmodell. Der CPTÉ ist in der Tat als eine tragende Säule des institutionalisierten Sozialdialogs auf nationaler Ebene zu sehen.

In den letzten 40 Jahren haben sozialer Dialog und Verhandlungen im Tripartiterahmen zu Kompromissen zwischen Gewerkschaften, Regierung und Arbeitgebern geführt.

Mit dieser destruktiven Positionierung stellt die UEL nicht nur das Verhandlungsrecht der Gewerkschaften in Frage, sondern sie gefährdet auch den sozialen Frieden, der auch das Ergebnis dieses sozialen Dialogs ist, der in den letzten 40 Jahren funktioniert hat und zu Abkommen geführt hat, die Verbesserungen für alle Seiten beinhalteten.

Der OGBL fordert von den Arbeitgebern eine klare Kehrtwende im Hinblick auf den Sozialdialog. In der letzten Sitzung des CPTÉ vom 2. Dezember 2019 hat der OGBL eindeutig seine Position bekräftigt, die notwendigen Diskussionen und Verhandlungen weiterhin führen zu wollen, um das Arbeitsrecht im Rahmen eines dreigliedrigen sozialen Dialogs angesichts der neuen Herausforderungen in der Arbeitswelt zu modernisieren und anzupassen.

Für den OGBL sind die im Regierungsprogramm enthaltenen Punkte im CPTÉ zu erörtern, und der OGBL ist bereit, seine Verantwortung für die Modernisierung und Verbesserung des Arbeitsgesetzbuchs zu übernehmen, um die Arbeitnehmer angesichts der wesentlichen Veränderungen in der Arbeitswelt besser zu schützen. In diesem Zusammenhang fordert der OGBL unter anderem wesentliche Verbesserungen in Bezug auf die Sicherung der beruflichen Laufbahnen durch die Reform der Gesetze zu Sozialplänen, Plänen zum Beschäftigungserhalt, beruflicher Wiedereingliederung und Verbesserungen beim Altersmanagement.

Eine Modernisierung des geltenden Kollektivvertragsrechts ist für den OGBL unumgänglich. Angesichts des Rückgangs der Arbeitnehmerzahl, die in den Geltungsbereich eines Kollektivvertrags fällt, verlangt der OGBL ein Gesetz, das Tarifverhandlungen auf Branchen- und Betriebsebene fördert und die gewerkschaftlichen Verhandlungsrechte stärkt.

toute sa détermination et avec tous ses moyens contre toute attaque, d'où qu'elle vienne, afin de garantir les améliorations des conditions de travail et de vie des salariés.

## II. Pour une politique budgétaire ambitieuse

La Chambre des Députés s'apprête à voter dans les prochains jours le projet de budget de l'Etat pour 2020. Pour l'OGBL, les priorités budgétaires tel que proposées par le gouvernement ne répondent qu'insuffisamment aux défis actuels. La situation des finances publiques exceptionnellement saine en comparaison européenne devrait permettre au contraire au gouvernement de se donner les moyens pour financer une politique économique, sociale et écologique plus ambitieuse.

L'OGBL se prononce pour un niveau d'investissements conséquents pour aborder les défis sociaux et écologiques, le cas échéant en contractant aussi de nouveaux emprunts devant un arrière-fonds de taux d'intérêts négatifs et d'un niveau de dette publique très faible en comparaison internationale.

Une des priorités du gouvernement doit être la lutte contre l'accroissement des inégalités sociales, qui ont augmenté de façon alarmante depuis la crise économique et financière de 2008, tout comme le taux de risque de pauvreté. L'OGBL demande au gouvernement de prévoir comme première mesure d'urgence contre l'accroissement des inégalités, un amendement au projet de budget concernant l'adaptation des allocations familiales (désindexées en 2006) à l'évolution des prix et des salaires dès le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Un des facteurs contribuant fortement à la hausse des inégalités est sans aucun doute l'état d'urgence au niveau du logement. L'OGBL revendique une politique d'investissements ambitieuse afin de financer une augmentation substantielle des logements sociaux et à coût modéré, à côté de réformes fiscales courageuses pour mettre un terme à la spéculation qui est à l'origine de l'explosion des prix immobiliers. Comme première mesure, le gouvernement devrait prévoir dès maintenant de mettre un terme aux avantages fiscaux illégitimes des fonds d'investissement spécialisés.

Enfin, la mise en œuvre des objectifs du plan climat et énergie du gouvernement (réduction des émissions de 55% jusqu'en 2030 par rapport à 2005, neutralité carbone jusqu'en 2050), que l'OGBL soutient, requiert des investissements beaucoup plus importants. Dans ce contexte, l'OGBL note que le projet de budget prévoit une hausse des droits d'accise sur le gasoil sans prévoir de mesures compensatoires en faveur des ménages à revenus faibles et moyens. Afin d'éviter que la transition écologique se traduise par des pertes de pouvoir d'achat pour les salariés et pensionnés et un accroissement supplémentaire des inégalités, l'OGBL demande de compenser dès maintenant la hausse des droits d'accise en remplaçant l'actuel abattement fiscal pour frais de déplacement par un « crédit d'impôt mobilité », en augmentant en parallèle le seuil des distances kilométriques prises en compte.

Der OGBL hat sich in Anbetracht der in den letzten Jahrzehnten auf nationaler Ebene erzielten Ergebnisse stets zu einem konstruktiven und wirksamen Sozialdialog bekannt. Heute und morgen wird der OGBL diesen Sozialdialog im Tripartiterahmen mit seiner ganzen Entschlossenheit verteidigen und mit allen Mitteln gegen jeden Angriff, aus welcher Richtung auch immer, vorgehen, um Verbesserungen der Arbeits- und Lebensbedingungen der Arbeitnehmer zu gewährleisten.

## II. Für eine ambitionierte Haushaltspolitik

Die Abgeordnetenversammlung steht kurz davor, über den Entwurf des Staatshaushalts für 2020 abzustimmen. Für den OGBL werden die von der Regierung vorgelegten Haushaltsprioritäten den aktuellen Herausforderungen nicht ausreichend gerecht. Die im Vergleich zu Europa außergewöhnlich gesunde Situation der öffentlichen Finanzen sollte es der Regierung im Gegenteil

ermöglichen, sich die notwendigen Mittel zu geben, um eine ehrgeizigere Wirtschafts-, Sozial- und Umweltpolitik zu finanzieren.

Der OGBL befürwortet erhebliche Investitionen zur Bewältigung der sozialen und ökologischen Herausforderungen, gegebenenfalls auch durch die Aufnahme von neuen Anleihen, dies vor dem Hintergrund von negativen Zinssätzen und einer, im internationalen Vergleich, sehr geringen Staatsverschuldung.

Eine der Prioritäten der Regierung muss der Kampf gegen die wachsenden sozialen Ungleichheiten sein, die ebenso wie das Armutsrisiko seit der Wirtschafts- und Finanzkrise 2008 alarmierend zugenommen haben. Der OGBL fordert die Regierung auf, als dringende erste Maßnahme gegen die Zunahme der Ungleichheiten eine Änderung des Haushaltsentwurfs vorzunehmen, und die Anpassung der Familienzulagen (2006 desindexiert) an die Entwicklung der Preise und der Löhne bereits ab dem 1. Januar 2020 vorzusehen.

Einer der Faktoren, der stark zur Zunahme der Ungleichheit beiträgt, ist zweifellos der Notstand beim Wohnen. Der OGBL fordert eine ehrgeizige Investitionspolitik, um eine erhebliche Erhöhung der Zahl an Sozial- und Niedrigpreiswohnungen zu finanzieren. Als ersten Schritt sollte die Regierung jetzt vorsehen, die illegitimen Steuervorteile der „Fonds d'investissement spécialisés“ abzuschaffen.

Schließlich erfordert die Umsetzung der vom OGBL unterstützten Ziele des Klima- und Energieplans der Regierung (Reduzierung der Emissionen um 55% bis 2030 gegenüber 2005, Klimaneutralität bis 2050) wesentlich höhere Investitionen. In diesem Zusammenhang stellt der OGBL fest, dass der Haushaltsentwurf eine Erhöhung der Verbrauchsteuern auf Diesel vorsieht, ohne Ausgleichsmaßnahmen für Haushalte mit niedrigem und mittlerem Einkommen vorzusehen. Um zu vermeiden, dass der ökologische Wandel zu einem Kaufkraftverlust für Arbeitnehmer und Rentner und zu einer weiteren Zunahme der Ungleichheit führt, fordert der OGBL, sofort eine Entschädigung für die Erhöhung der Verbrauchsteuern in Form der Ersetzung der derzeitigen steuerlichen Abzugsfähigkeit der Fahrtkosten durch einen „Steuerkredit Mobilität“ vorzusehen, bei gleichzeitiger Anhebung der Schwelle der zu berücksichtigenden Kilometerentfernungen.